

Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël et la complicité des grandes puissances, exprimons notre colère !



Caisse d'allocations familiales de Loire-Atlantique, **Nantes**

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahou a étendu sa guerre au Liban depuis le 21 septembre. Après les bombardements intensifs du sud du pays, qui ont notamment causé la mort du chef historique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et de l'essentiel de son commandement militaire, des troupes sont entrées sur le sol libanais. Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour se lancer dans une guerre sans fin, avec la complicité des dirigeants les plus riches de la planète, qui se moquent bien des victimes, qu'elles soient palestiniennes, ou israéliennes d'ailleurs !

UN AN DE MASSACRES DE CIVILS

Les bombardements au Liban ont déjà fait plus de 2 000 morts et des milliers de blessés. Des dizaines de milliers de personnes ont dû fuir leur logement, alors que ce pays compte déjà un million de réfugiés. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombes sur ce pays permet aussi de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza. Depuis un an, l'opération d'anéantissement dans la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé et des écoles a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

L'HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES

Netanyahou présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël. Mais face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah n'ont pas intérêt à chercher la guerre et un embrasement de toute la région. Biden clame qu'il travaille à une désescalade au Liban, mais continue à livrer des tonnes d'armes à Netanyahou. Quant à

Macron, il dit désormais qu'il ne faut plus livrer d'armes à Israël, tout en prétendant que la France n'en a jamais vendu. Mensonge ! Bien des fleurons de l'industrie d'armement française (Thales, Safran, MDBA, Airbus...) ont noué des partenariats avec leurs homologues israéliens et développent conjointement leurs activités au grand profit des capitalistes français de l'armement.

PAS EN NOTRE NOM !

Pour les dirigeants du monde capitaliste, la priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique : l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin et pour l'instant, les manifestations qui ont lieu pour dénoncer le mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, n'ont pas suffi à faire vaciller cette escalade guerrière.

Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Le mouvement international de solidarité avec la Palestine, avec ses manifestations partout dans le monde, joue un rôle essentiel : il permet non seulement de briser le sentiment d'isolement des Palestiniens, mais aussi de saper l'un des piliers de la puissance de l'État israélien, à savoir le soutien occidental. Plus que jamais exprimons partout, sur nos lieux de travail, nos lieux d'étude et dans la rue notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Lundi 7 octobre 2024

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DU NPA-R !



Expertise : la suite au prochain épisode ?

Nous étions nombreux à nous mobiliser et à nous rassembler sur le parvis de la Caf pour réclamer la tenue d'une expertise indépendante sur les risques psychosociaux. La justice nous a donné raison, la direction a été obligée d'accepter que les membres du cabinet Tandem viennent mettre le nez dans ses petites affaires. Et les conclusions sont alarmantes : on nous parle de « risques graves », de « scénario à la France Télécom », du « jamais vu en 15 ans d'expertise »... Mais, avec l'été, le choc des révélations est passé et la direction propose une simple commission paritaire constituée d'on ne sait qui et qui se réunira on ne sait quand. Le caractère d'urgence n'a pas l'air d'avoir le même sens selon qu'on soit simple salarié ou cadre dirigeant...

Expertise ou pas, nous le savons tous qu'il y a un véritable mal-être au travail dans nos services. La seule chose qui pourra forcer la direction à améliorer nos conditions de travail, ce seront nos mobilisations !

La Caf en grève pour les salaires et les retraites

A l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires, des centaines de milliers de manifestants ont défilé le 1^{er} octobre pour l'augmentation des salaires et l'abrogation de la réforme des retraites. Parmi le cortège nantais, nous étions une quinzaine de collègues de la Caf à marcher sous la pluie, plus nombreux que d'habitude et jamais résignés à se battre pour nos droits et ceux des allocataires dont nous nous occupons.

Détricotage de la Sécu : fin du Service médical de l'Assurance Maladie

Le 3 octobre, près de 250 collègues se sont rassemblés devant la Caisse nationale à Paris pour contester le projet annoncé de fermeture des organismes du service du contrôle médical et le transfert des activités et des salariés vers les CPAM. Le SM est l'organisme de contrôle des justifications médicales des prestations, au niveau des assurés, des professionnels et établissements de santé ainsi que de veille sanitaire. Son indépendance des CPAM permet qu'il y ait moins de pression sur les décisions

prises notamment en termes d'indemnités journalières (IJ), les directives venant des décideurs plus hauts s'en chargeant déjà assez.

Suite à un rapport de l'IGAS (inspection générale des affaires sociales), la CNAM a prévu d'envoyer plus de 7000 salariés dans les caisses dès avril 2025 en modifiant non seulement leur contrat de travail, leur employeur mais également le code de la Sécurité sociale ! Cette réorganisation à marche forcée mettra en danger les agents qui devront changer d'activité, de locaux, de collègues ; sans compter tous les salariés des fonctions support (paie, informatique, RH) dont les activités cesseraient tout bonnement.

La fin du SM veut dire économies de fonctionnement, de locaux, de personnel et fin du CSE et des moyens alloués aux syndicats. Cela signifie aussi que La CNAM veut que le contrôle des arrêts maladie soit fait avec une approche « médico-administrative » afin d'aboutir à une gestion uniquement comptable et non plus médicale. Une petite musique que le Directeur de la CNAM, T. Fatome, assène dans les médias depuis début septembre : « il y a trop d'arrêts, il faut réduire les IJ ».

Une assemblée « virtuelle » a eu lieu vendredi 27 septembre à la DRSM IDF où 500 personnes se sont connectées. En Pays de la Loire, nous étions 38,4 % à faire grève contre ce projet. Le mouvement doit se poursuivre, la CNAM doit abandonner son plan de réorganisation.

Fichage à l'Urssaf Paca

Des employés ont récupéré des documents confidentiels suite à une faille informatique du service RH et ils se sont rendus compte qu'un bon nombre d'informations présentes dans ces documents avaient un caractère discriminatoire. On y retrouve en effet des remarques sur l'état de santé des salariés, leur engagement syndical, éventuel, leur vie privée etc. La direction nie et réclame le licenciement des deux lanceurs d'alerte pour violation de données. La CGT qui soutient les deux représentants du personnel va saisir la CNIL et poursuit le mouvement pour dénoncer ce fichage illégal que pratique l'Urssaf.